

**Zeitschrift:** Histoire des Alpes = Storia delle Alpi = Geschichte der Alpen  
**Herausgeber:** Association Internationale pour l'Histoire des Alpes  
**Band:** 28 (2023)

**Artikel:** La montagne et l'essor de l'Université de Grenoble (fin XIXe-début XXe siècle)  
**Autor:** Favier, René  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1049706>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

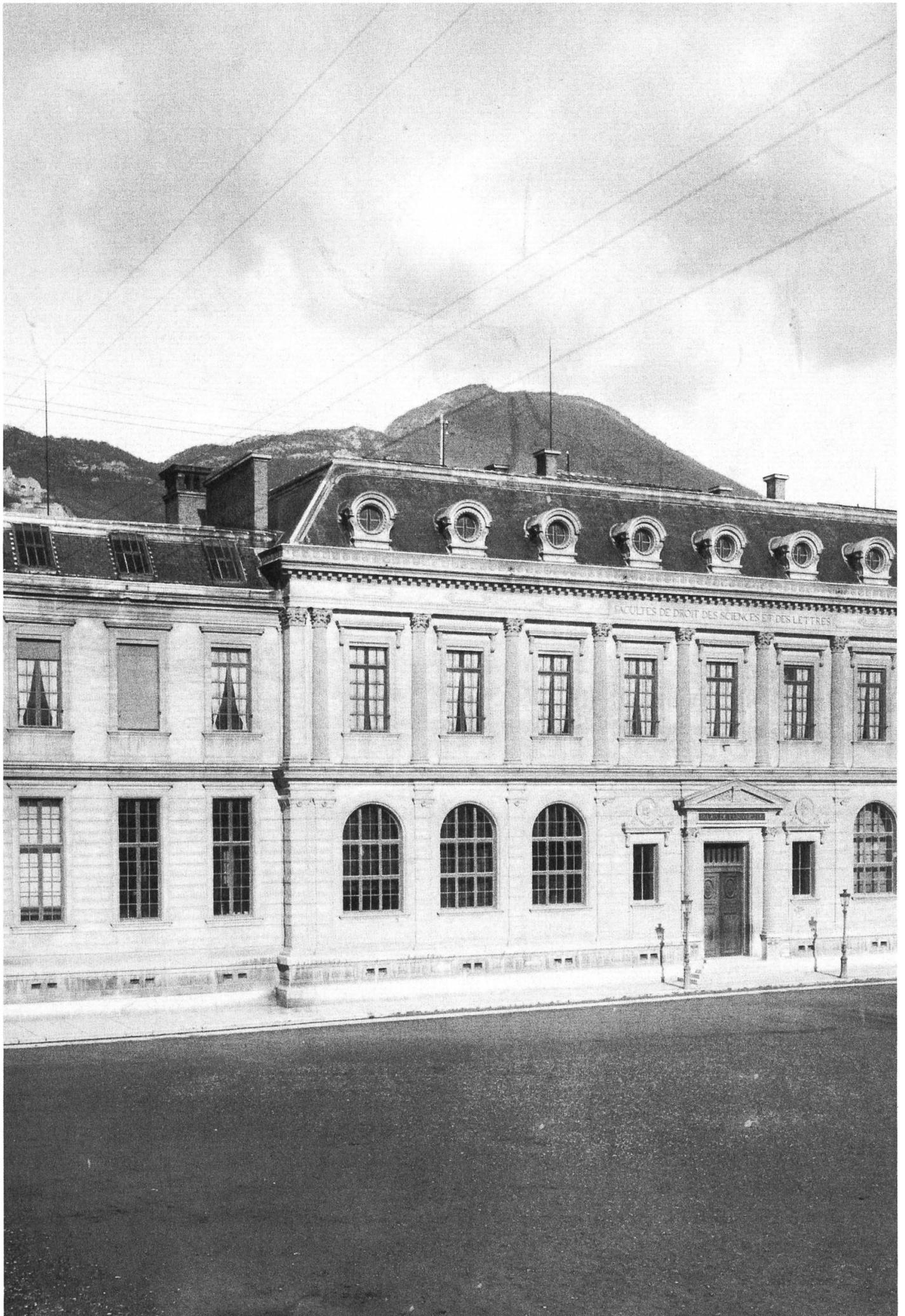
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 02.04.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



# La montagne et l'essor de l'Université de Grenoble (fin XIX<sup>e</sup>–début XX<sup>e</sup> siècle)

René Favier

## Zusammenfassung – Die Berge und der Aufstieg der Universität Grenoble (Ende 19. bis Anfang 20. Jahrhundert)

39

Das Gesetz von 1896 reformiert die französischen Universitäten grundlegend. In Grenoble war mit Unterstützung der wirtschaftlichen und politischen Kreise die Bergwelt der Nährboden für diesen Wandel. Die Entwicklung der alpinen Geologie, der Zoologie und der Botanik wirkt sich auf die wissenschaftliche Fakultät aus. Der Aufschwung der alpinen Wasserkraft fördert die Forschungsinstitute und führt an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät zu einer fruchtbaren Debatte über das Eigentum an Wasserläufen. An der Philosophischen Fakultät wurde das Institut für alpine Geographie (1907) gegründet. Durch die Gründung des Patronatskomitees für ausländische Studierende (1896) förderte das Gebirge zudem die internationale Öffnung der Universität.

Université Grenoble Alpes, tel est le nom que les universitaires grenoblois ont choisi de donner à l'établissement créé en 2016 par regroupement de ceux nés de la décomposition de l'Université de Grenoble au lendemain des événements de 1968. Ce choix n'était certes pas exempt de toute arrière-pensée politique, l'Université de Savoie ayant jusqu'en 2012 envisagé de participer au projet, avant de se replier sur son espace particulier et de prendre le nom d'Université Savoie Mont-Blanc. Mais consciemment ou inconsciemment le choix renvoyait aussi à l'histoire même de l'université grenobloise. On ne saurait en effet accorder trop de crédit au propos faussement naïf tenu par Raoul Blanchard qui, en 1939, à l'occasion des cérémonies organisées pour le sixième centenaire de l'Université de Grenoble, s'interrogeait sur le fait de savoir si une ville alpine était propre à favoriser le développement d'une activité universitaire: «Gre-

noble est une ville de montagne, la plus grande ville de montagne d'Europe... Pareille situation est très favorable à attirer les amateurs de beaux spectacles de la nature; elle l'est moins à l'épanouissement des activités économiques et intellectuelles».<sup>1</sup> La réalité était bien différente. C'est précisément sur son environnement alpin que l'Université de Grenoble fondait son développement. Mais cette liaison est alors récente et renvoie pour partie à l'histoire même des universités en France.

## La montagne et la récréation de l'Université de Grenoble

Les mutations du système universitaire français

Après la suppression de toutes les universités françaises en 1792, c'est dans le cadre hyper-centralisé de l'Université impériale que se reconstitue, à partir de 1808, un système d'enseignement supérieur.<sup>2</sup> Au sein de cette université, les facultés ne forment que l'échelon supérieur d'un système avec les écoles, collèges et lycées, regroupés territorialement dans le cadre d'une nouvelle administration: les académies. Chacune est indépendante et ne relève que du Grand Maître de l'Université. Si le système évolue quelque peu après la chute de l'Empire, les principes ne changent pas mais font progressivement, à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'objet de critiques récurrentes au premier rang desquels la centralisation et l'absence de politique de recherche.

Dès 1868, le *Rapport à l'Empereur sur l'Enseignement supérieur* de Victor Duruy pose la question de la transformation de l'université, de son ouverture aux besoins nouveaux ou de l'aménagement des laboratoires dans les facultés. Après la défaite de Sedan en 1871, la réforme universitaire devient un enjeu de redressement national quand il apparaît, selon les mots de Louis Liard, longtemps directeur des enseignements supérieurs, que «l'insuffisance de notre enseignement supérieur avait bien pu être une des causes de la défaite». «Dans la lutte économique des peuples, au plus savant sera la richesse» poursuit-il. La réforme de l'enseignement supérieur s'impose alors «comme un mode du relèvement national». Jules Simon, Jules Ferry comptent parmi les principaux promoteurs de ce redressement qui place comme principe fondateur la décentralisation des établissements. «Toute activité est vaine qui ne s'adapte pas au milieu [...]; une université doit être la concentration des forces intellectuelles et la mise en œuvre des richesses naturelles de la région» commente ainsi Louis Liard venu inaugurer l'*Institut électrotechnique* de Grenoble en 1901.<sup>3</sup> Ce même impératif s'impose à toutes les facultés qui sont invitées à s'appuyer sur les collectivités locales et les élites régionales pour susciter des initiatives, mobiliser

des moyens grâce à des dons ou des legs, et plus généralement mettre des ressources en commun pour des œuvres d'intérêt général.

Au terme de multiples discussions, la réforme de 1896 dissout l'Université de France et crée à sa place 16 universités indépendantes. Parmi elles, celle de Grenoble est inaugurée le 6 août 1897 par le président de la République Félix Faure.

Un contexte grenoblois

Le nouveau cadre institutionnel suscite partout en France une émulation parmi les élites industrielles et municipales pour promouvoir le développement d'enseignements nouveaux.<sup>4</sup> Cette mobilisation est particulièrement active à Grenoble. Pour le recteur de l'académie, président du conseil de l'université, il convient de «constituer des universités [...] s'inspirant des idées propres de chaque partie de la France dans la variété que comporte l'unité du pays, rivales des universités voisines, associant dans ces rivalités l'intérêt de leur prospérité au désir qu'ont les grandes villes de faire mieux que les autres».<sup>5</sup> Dans la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, deux structures associatives mobilisent les énergies au profit de cet engagement nouveau, et plus particulièrement pour inscrire la montagne au cœur du développement de la nouvelle Université de Grenoble. «Lorsqu'une université se trouve dans un pays aussi merveilleux que celui-ci, elle doit en exploiter jusqu'à la beauté», commente ainsi en 1909 Charles Bayet, successeur de Louis Liard à la direction des enseignements supérieurs.

Créée dès mars 1879, la *Société pour le développement de l'enseignement technique près l'Université de Grenoble*<sup>6</sup> ne se développe vraiment qu'à partir des années 1890 avec une triple finalité: «développer l'enseignement technique au moyen de dons et de subventions»; «maintenir les relations entre l'Université et les membres de la société»; «maintenir l'étroite union de toutes les cités du Dauphiné, du Vivarais et de la Savoie». Elle entretient surtout des liens étroits entre les facultés et les milieux économiques régionaux. En 1900, figurent ainsi au conseil d'administration: d'un côté Félix Viallet, vice-président de la Chambre de commerce de Grenoble, maire de Grenoble (1908–1910); Georges Charpenay, le «banquier de la Houille Blanche», administrateur de la Société des forces motrices et usines de l'Arve, trésorier de l'association; Octave Michoud, vice-président du conseil d'administration de la Société générale Force et Lumière, la première société de production et de distribution d'électricité de la région; de l'autre Henri Capitant, adjoint au maire de Grenoble et professeur de droit; Jean Collet, doyen de la faculté des sciences; Louis Barbil-

lion, le directeur de l'Institut Électrotechnique récemment créé avec le soutien de ladite société.

Le *Comité de patronage des étudiants étrangers*, au bureau duquel on retrouve souvent les mêmes personnes (Félix Viallet, Georges Charpenay...) a une finalité toute autre. Créé le 6 juillet 1896, un mois avant l'inauguration de la nouvelle Université de Grenoble par un grand bourgeois, esthète, historien d'art, Marcel Reymond; avec le soutien du jeune *Syndicat d'initiative de Grenoble et du Dauphiné* (créé en 1889), il a pour ambition d'attirer à Grenoble des étudiants étrangers en leur offrant tout à la fois une formation de haut niveau en français et la possibilité de profiter du tourisme de montagne naissant.

Plus généralement, le nouveau cadre institutionnel libère les énergies et favorise de nombreuses initiatives en relation avec les attentes régionales. La loi de 1896 constitue pour la nouvelle Université de Grenoble une véritable nuit du 4 août avec l'émergence de nombreux enseignements ou dispositifs qui façonnent son identité alpine.

### **Les facultés grenobloises et la montagne**

Petite par sa taille, l'Université de Grenoble qui, au début de la III<sup>e</sup> République a pu craindre pour son avenir, adhère très rapidement aux ambitions de la nouvelle loi. À partir des années 1890, en relation avec les acteurs économiques et sociaux locaux, se multiplient les enseignements et recherches nouvelles au sein d'«Instituts» dotés d'une certaine autonomie aux différentes facultés, parfois rattachés directement à l'université. Toutes les facultés cependant ne sont pas également touchées par ce tropisme alpin.

Une faculté de droit peu concernée

Toute à sa tradition centrée d'abord sur le droit privé, et malgré de nouveaux enseignements dans le domaine du droit public, la faculté de droit est peu touchée par cette ouverture alpine. Pour autant, elle y contribue de manière notable par l'accueil de nombreux étudiants allemands, venus avant 1914 dans le cadre d'accords particuliers avec différents États de l'Empire germanique et souvent attirés par les perspectives de randonnées alpines proposées par le Comité de patronage. Mais c'est surtout le développement autour du droit de l'électricité qui témoigne d'un engagement nouveau.

Face aux profits générés par la nouvelle force hydroélectrique, la question se pose du cadre juridique des exploitations privées déployées le long des cours

d'eau restés hors du domaine public. Dans ce débat, deux professeurs grenoblois s'opposent. Léon Michoud, neveu d'Octave Michoud qui préside à la plus importante entreprise hydroélectrique de la région, se fait l'ardent défenseur des exploitants industriels producteurs d'hydroélectricité. Il se prononce «contre l'ingérence de l'administration, ne lui reconnaissant que des droits de police». Henri Capitant au contraire, sans remettre en cause le principe de la concession dans la production, défend une «distribution hydroélectrique sociale». Pour lui, le «législateur est fondé à intervenir au nom de l'intérêt général». Devenu adjoint au maire de Grenoble en 1904, il se prononce pour une mise en régie des «services de l'eau, du gaz et de l'énergie électrique». Les prises de position des deux juristes grenoblois sont décisives dans le développement des règles juridiques relatives à l'hydroélectricité, la loi de 1919 consacrant le principe de l'intervention de l'État dans la gestion de la richesse nouvelle que constitue l'hydroélectricité.

Une montagne omniprésente à la faculté des sciences

On ne saurait dire qu'avant 1896, la faculté des sciences ait ignoré la montagne. Dès les années 1830, le laboratoire départemental de chimie d'Émile Gueymard développait des travaux sur les matériaux disponibles dans l'environnement montagnard en partenariat avec des entrepreneurs, notamment le cimentier Vicat. De son côté, dès les années 1870, Charles Lory procédait aux premiers véritables relevés géologiques du massif alpin. La loi nouvelle toutefois permet un large épanouissement de ces activités. Successeur de Charles Lory, Wilfrid Kilian développe une recherche très axée sur la demande sociale. Il se voit ainsi confié par les services d'adduction d'eau le soin d'assurer le fonctionnement du service des sources pour les départements de l'Isère, Ardèche, Hautes-Alpes, basses alpes et une partie du Var. En 1907, le service de glaciologie qu'il avait créé en 1894 est rattaché au ministère de l'Agriculture. Dans le domaine de la zoologie, la pisciculture prend un essor particulier. Chargé d'un inventaire de populations alpines, Louis Léger crée un laboratoire spécialisé dans les sous-sols du palais avec un objectif scientifique mais aussi pratique: déterminer les meilleures espèces susceptibles de repeupler rivières et lacs alpins. Il crée également une station de salmoniculture dans le parc du château Vizille avec pour objectif de donner les conseils nécessaires aux entrepreneurs. À l'imitation du Jardin botanique de la Linnaea fondé en 1889 dans le Valais suisse est ouvert en 1893 par Jean-Paul Lachmann, avec le soutien de la Société des touristes du Dauphiné, un premier Jardin alpin à Roche-Béranger dans le massif de Chamrousse, avant que l'année suivante, avec l'aide de la



Fig. 1. Le jardin alpin du Lautaret en 1900.  
Bibliothèque universitaire de Grenoble, Aa-48.

Société du Touring Club de France ne soit créée la station du Lautaret où un Institut de botanique est inauguré en 1919.

C'est cependant le développement de l'hydroélectricité qui est le principal ferment des transformations de la faculté des sciences. On ne fera ici que rappeler le rôle d'Aristide Bergès, le père de la «Houille Blanche». C'est lui qui en 1892 soutient la création par Paul Janet d'un cours sur l'hydroélectricité. Boudé par le doyen de la faculté, un mathématicien qui craint de voir réduits ses moyens, le premier cours donné en février 1892 connaît un immense succès et Aristide Bergès plaide pour son institutionnalisation: «Nous voudrions aller plus loin et profiter de ce mouvement si spontané pour arriver à faire rendre définitif et permanent ce cours d'électricité. Il faut pour cela justifier aux yeux des particuliers

de la ville, du Conseil Général et de l'État, qu'un tel cours est d'utilité publique. Et la chose n'est pas difficile. Est-ce que chaque région ne fait pas des sacrifices pour favoriser l'exploitation de ses richesses du sol et de l'industrie? Un comité d'initiative ouvert à tous vient de se former, destiné à poursuivre la création d'un cours régulier d'électricité». La Chambre de commerce et la ville de Grenoble ne sont pas en reste le 5 août: «Pourquoi ne verrions nous pas, dans cette modeste création, le germe de l'Institut Électrotechnique de Grenoble attaché à l'Université dauphinoise?» pour sa part, la *Société pour le développement de l'enseignement technique*, présidée par M. de Renéville, fait part du besoin d'ingénieurs par les entreprises régionales qui se plaignent du «vasselage» que constitue le fait de devoir recruter à l'étranger (Suisse, Belgique) les techniciens et les ingénieurs dont elles ont besoin pour la maîtrise des problèmes de l'hydroélectricité. Elle fait savoir qu'elle aspire à trouver sur place une «pépinière de chefs d'usine et d'entreprise».<sup>7</sup> Cette pression conjuguée aboutit en 1900 à la transformation du cours en un Institut électrotechnique destiné à former les ingénieurs et techniciens indispensables aux nouvelles entreprises alpines. L'orientation alpine de la faculté des sciences devient un moteur du développement de l'économie régionale dont René de Renéville se fait le chantre lors de l'inauguration de l'Institut électrotechnique en 1901: «Nous assistons aux débuts d'une évolution qui ne tardera pas à transformer profondément les conditions de la vie industrielle dans notre ville et notre région [... C'est le] commencement d'une évolution qui fera de Grenoble un grand centre industriel analogue à ceux qui se sont formés sur les bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais. Les mines de charbon s'épuiseront; les chutes d'eau resteront et les réserves de nos montagnes en énergie hydraulique sont immenses. [...] C'est aussi le rêve d'une cité nouvelle, dressant au débouché des vallées ses voies bordées d'usines nombreuses: fabriques de soie, de papiers, de toiles, ateliers de construction, scieries mécaniques, industries les plus diverses. [...] d'où serait bannie la fumée qui contamine l'air et obscurcit la lumière». Dans les années qui suivent, la création de l'École de papeterie en 1909 et de l'Institut d'électrochimie et d'électrometallurgie en 1922 (très lié aux industries d'armement) viennent confirmer la place prise par l'hydroélectricité dans les activités de la faculté des sciences de Grenoble.

La faculté des lettres et la montagne: le Comité de patronage des étudiants étrangers

Du côté de la faculté des lettres, c'est incontestablement le développement des activités du Comité de patronages des étudiants étrangers qui constitue le principal changement. À côté des enseignements de français dispensés tant durant les deux semestres académiques que durant l'été, c'est incontestable-

ment le tourisme de montagne qui est le principal facteur d'attraction. C'est la montagne qui ouvre Grenoble à l'internationalisation de son public. À l'échelle de l'Université de Grenoble qui reste de modeste dimension (environ 1500 étudiants immatriculés dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle), l'arrivée de ces étudiants étrangers est massive. Certaines années, ils sont parfois plus nombreux que les français à être immatriculés. Le recrutement n'a rien de régional. Ce ne sont pas des alpins que recrute le comité de patronage, mais au contraire des étudiants venus, souvent de loin, découvrir le monde de la montagne. Parmi eux, les plus nombreux sont les Allemands, singulièrement les juristes, à côté d'autres communautés européennes (Russes, Bulgares, Italiens, Écossais...) mais aussi extra-européennes (Américains, Japonais, sud-Américains, etc). Si les hommes sont les plus nombreux, les filles sont particulièrement présentes dans certaines communautés (Italiennes, Russes, Bulgares...).

46 Face à ce public nouveau, l'engagement des professeurs de l'université n'est pas que pédagogique. Il est aussi sportif. Avec l'appui du Syndicat d'initiative de Grenoble, c'est un ensemble d'activités touristiques et montagnardes qui sont proposées aux étudiants. Il est au demeurant conseillé aux étudiants de venir à Grenoble avec de bonnes chaussures. Beaucoup de professeurs sont aussi des membres actifs de différentes sociétés de montagne: le chimiste Albert Recoura, vice-président du CAF; le chimiste Georges Flusin, est vice-président du Ski dauphinois; Jean Collet, doyen de la faculté des sciences, préside la Société des Touristes du Dauphiné. Le plus investi est le latiniste Samuel Chabert, administrateur de cette même Société des Touristes du Dauphiné, pour l'industriel Aimé Bouchayer est «un guide incomparable»: «Il connaissait le moindre sentier des montagnes de la région, et les bulletins des Touristes du Dauphiné contiennent les récits de mainte ascension collective, de mainte promenade de nos étudiants conduite par lui. Il était toujours prêt à organiser pour quelque groupe d'étudiants une course d'initiation et, tout le long de la route, il multipliait les explications géologiques, historiques, économiques qui révélaient que ce professeur n'était pas seulement un latiniste distingué, mis un excellent commentateur de la nature et de la vie». <sup>8</sup>

Ces excursions en montagne comptent parmi les grands moments de sociabilité de l'Université de Grenoble au début du XX<sup>e</sup> siècle. Les clichés photographiques sont nombreux d'étudiants en chapeaux et d'étudiantes en robes longues et capelines au bord des falaises dauphinoises. Le 4 juillet 1900, une excursion s'arrête ainsi dans le Vercors chez l'entrepreneur gantier, Valérien Perrin qui a notamment considérablement développé le marché américain: «M. Perrin, par suite de ses relations particulières avec l'Amérique, avait pavé son château avec des drapeaux américains. Les nombreux Américains qui faisaient partie de cette course ont été particulièrement touchés de ce témoignage



**PLATEAU DES PETITES-ROCHES** (massif de la Chartreuse)  
(Excursion des Étudiants Étrangers)

Phototype Oddoux.

Fig. 2. Les étudiants étrangers et la montagne  
(Rapport annuel du Comité de patronage des  
Étudiants étrangers. Année scolaire 1909–1910,  
Grenoble 1910, p. 40).

de sympathie. Des discours très amicaux ont été échangés, et de bruyants hurras américains ont fait retentir les échos de nos montagnes». C'est aussi parfois l'occasion de quelques drames quand des étudiants, souvent des Allemands, partent insuffisamment préparés à la conquête de sommets difficiles. La mort du jeune Günther Ülrich en 1906 est suivie de cérémonies émouvantes en présence de toutes les autorités locales (maire, préfet, recteur, doyen...) et d'officiers allemands venus rendre hommage aux secouristes: «Cette œuvre d'affection rapprochera nos deux grandes nations. Honneur au courage français! Les journées de douleur que nous avons vécues, la même émotion, la même fatigue que nous avons ressenties là-haut, n'auront pas été inutiles aux sentiments de sympathie amicale. Nous autres, Allemands, nous en garderons le souvenir ému et nous ferons connaître dans nos foyers ces actes de généreuse fraternité». Tan-

dis que la famille de Günther Ülrich fait un don pour les pauvres de la ville de Grenoble, une plaque rappelant l'accident est posée le 3 mars 1907 dans le couloir où le jeune étudiant s'est tué.

La faculté des lettres et la montagne: l'Institut de géographie alpine

Sur le plan, scientifique et pédagogique, l'arrivée à Grenoble de Raoul Blanchard en 1906 est probablement l'événement qui traduit de la manière la plus évidente l'ouverture de la faculté des lettres de Grenoble sur son environnement alpin. Jusqu'à la venue de Blanchard, la géographie est une discipline totalement ignorée au sein de la faculté. La connaissance des Alpes françaises reste alors très superficielle. Les Alpes sont, selon l'expression même de Raoul Blanchard, «vierges de toute recherche». L'essentiel de la connaissance est dû à un érudit local, l'avocat Henri Ferrand, qui propose une géographie descriptive se combinant avec une connaissance historique et naturaliste, mais reste peu scientifique et se double «d'une géographie de l'imaginaire». Formé à l'école vidalienne, Raoul Blanchard (qui a fait sa thèse sur la Flandre et ne connaît alors pas grand-chose des Alpes) ambitionne de créer une véritable école de géographie.

Pour travailler à une meilleure connaissance des Alpes et étudier cette «région alpine», Raoul Blanchard imagine, dès son arrivée à Grenoble, de fonder un institut. Dans une université où la géographie n'a jamais été enseignée, le projet se heurte d'abord à un profond scepticisme. «Ébahi», le doyen de la faculté des lettres lui demande «à quoi cela pouvait-il servir?». Mais le projet bénéficie du soutien du ministère. Dès 1907, Charles Bayet, le directeur des Enseignements supérieurs, envoie à Blanchard 2000 francs pour les premiers achats et promet de continuer à le soutenir. «C'était une création à laquelle je tenais beaucoup» souligne Bayet en 1909 exprimant le souhait de voir l'Université de Grenoble faire des Alpes son domaine scientifique, et de faire de l'*Institut de Géographie Alpine* la première pierre d'un grand *Institut des Sciences naturelles* «où les géographes et les géologues puissent voisiner avec les botanistes et les zoologistes». Fort de ce soutien intellectuel, mais aussi financier, Raoul Blanchard réussit à convaincre le doyen de la faculté, mais les débuts sont lents et difficiles.

L'Institut de géographie alpine, créé en 1907, n'a dans les premiers mois qu'une existence symbolique: du papier à en-tête, une caisse de cartes dans un grenier. En vain Blanchard cherche-t-il un endroit pour s'installer. «Le Palais était plein comme un œuf; j'explorai pourtant du sous-sol au grenier, mais partout les occupants faisaient bonne garde et j'essayai quelques rebuffades pour avoir voulu inspecter certains recoins interdits sous les combles. Je visitai même

l'école de médecine et y fut fraîchement accueilli». C'est Wilfrid Kilian qui le tire d'affaire en lui offrant l'hospitalité dans une partie du grenier où il est lui-même installé. «Il m'abandonna un coin dans un débarras qui était une resserre à charbon à l'époque peu éloignée où le Palais n'avait pas le chauffage central; les parois en avaient gardé une forte patine. J'y installais une lourde caisse où furent entreposées mes premières cartes. Ce furent là les très modestes débuts de l'Institut de géographie alpine».<sup>9</sup>

Malgré la médiocrité de cette première installation, la détermination de Raoul Blanchard à développer cette nouvelle science des Alpes lui fait refuser des fonctions universitaires plus prestigieuses. Alors qu'il n'est que maître de conférences – et donc non-titulaire – il refuse en 1907 la chaire laissée vacante par de Martonne à Lyon, puis en 1910 celle de Demangeon à Lille où il avait forgé les amitiés les plus solides. Dans les deux cas, il choisit de rester à Grenoble, préférant «aux blandices lyonnaises l'impécuniosité alpestre», dans une décision où se mêle une dimension affective que partage son épouse, et le sens de la mission scientifique. «Nous avons pris goût à Grenoble et à son beau cadre de montagne; moi-même je me sentais déjà consacré aux Alpes... J'avais en train plusieurs travaux qui me passionnaient, je me sentais déjà un vrai géographe de la montagne». Ce renoncement est salué par Charles Bayet en 1909: «Je pourrais citer tel professeur, parmi les plus éminents de l'Université de Grenoble, à qui des ouvertures avaient été faites pour aller occuper une chaire à Paris. Il n'a pas voulu; il est comme le grand prêtre scientifique des Alpes, il a considéré qu'il n'avait pas le droit de désertier; il a bien fait». Sa nomination comme professeur au 1<sup>er</sup> octobre 1913 consacre cet engagement.

C'est d'une aura nationale que se pare rapidement le nouvel institut. Dès 1910, l'organisation d'une excursion interuniversitaire dans les Alpes, à la demande de Vidal de la Blache, consacre la naissance de l'«École de Grenoble» par opposition à celle de Paris. Cette école attire très vite quelques-uns des meilleurs géographes français du début du 20<sup>e</sup> siècle (André Allix, Philippe Arbos, Jules Blache...) qui viennent étudier les Alpes dans ses différentes caractéristiques géologiques, économiques et humaines. Pour les y aider, Raoul Blanchard constitue une importante bibliothèque rassemblant des collections de revues géographiques du monde entier. Rapidement, ce dynamisme se traduit par une politique de publications scientifiques de haut niveau. En 1911, Raoul Blanchard publie la première édition de son étude, *Grenoble. Étude de géographie urbaine*. Surtout, à partir de 1913 (régulièrement à partir de 1919), l'Institut diffuse une revue régulière, la *Revue de Géographie Alpine*.<sup>10</sup>

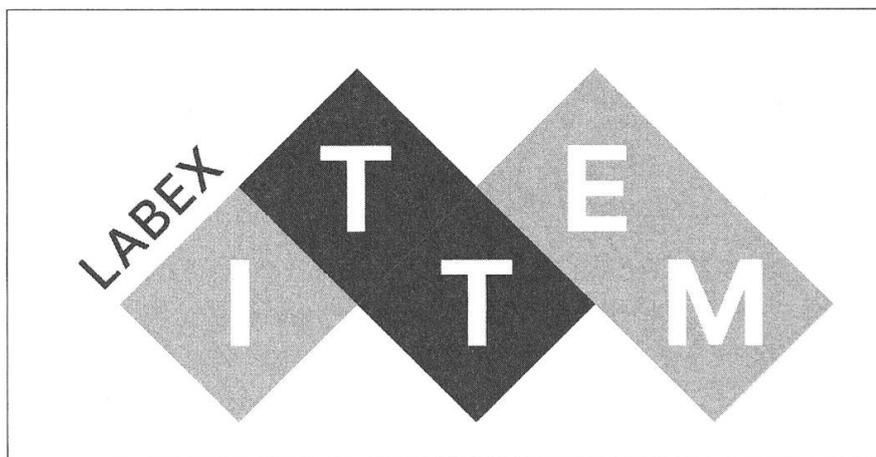
Au regard mutations connues par l'Université de Grenoble au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, et la place qu'y a prise la montagne, on mesure combien les propos tenus par le même Raoul Blanchard en 1939 pouvait relever d'une fausse



Fig. 3. Raoul Blanchard, fondateur de l'Institut de géographie alpine (vers 1925). Musée dauphinois de Grenoble, A 99-1067.

modestie. Au demeurant, tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, la montagne a continué à jouer un rôle important dans le développement des activités de l'Université de Grenoble, soit comme objet de recherche, soit comme lieu d'implantation d'activités universitaires (Sanatorium universitaire de saint-Hilaire du Touvet,

Fig. 4. Logo du Labex IT-TEM (Université Grenoble Alpes), qui se définit ainsi: Le Labex ITTEM – Innovation et Transition Territoriale en Montagne – fédère des chercheuses et des chercheurs issus de neuf laboratoires en sciences humaines et sociales. Encourageant une approche globale, il accompagne l'action publique en montagne par des projets construits avec les actrices et acteurs des territoires, dans une perspective de développement soutenable.



École de physique des Houches) ou de grands instruments (Aiguille du Midi, Soufflerie de Modane).

Et les historiens dans tout cela? Il leur a fallu du temps pour considérer la montagne comme objet de recherche. Mais la question n'est pas seulement grenobloise. Pour Fernand Braudel, la montagne n'avait pas d'histoire. Il a fallu attendre la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle pour que le discours s'inverse véritablement. Le 7 octobre 1995 était créée à Lucerne, sous la présidence de Jean-François Bergier l'Association Internationale pour l'Histoire des Alpes. J'ai eu l'honneur et la chance de participer à cette fondation. Deux ans plus tard, en 1997, l'Université de Grenoble organisait le premier colloque de l'association «Mobilités spatiales et migration dans les Alpes.» En 2009, elle renouvelait avec une nouvelle rencontre sur le thème «L'Homme et l'animal sauvage». Parallèlement, les travaux sur les territoires de montagne (sociétés, mobilités, risques, etc) prenaient à Grenoble une place grandissante qui s'est notamment incarnée dans le rôle moteur joué par les historiens grenoblois dans la création du Laboratoire ITEM (Innovation et Territoire de Montagne<sup>11</sup>), une structure pluridisciplinaire de sciences sociales sur les questions de la montagne.

En ouverture: Le palais de l'Université en 1900 (Bibliothèque universitaire de Grenoble, Aa-48).

## Notes

- 1 R. Blanchard, «L'Université de Grenoble dans son cadre géographique», *Université de Grenoble. 1339–1939*, Grenoble 1939, p. 5.
- 2 L. Liard, *L'enseignement supérieur en France, 1789–1893*, Paris 1894; Ch. Charle, J. Verger, *Histoire des universités, XII<sup>e</sup>–XXI<sup>e</sup> siècles*, Paris 2012; pour l'histoire de l'Université de Grenoble, R. Favier, *Le roman de l'université. Grenoble, 1339–2016*, Grenoble 2017.
- 3 Arch. Départementales Isère, Δ 8° 2538, *Procès-verbal de la Séance d'inauguration de l'Institut Électrotechnique*, Grenoble 1901.
- 4 D. Woronoff, *Histoire de l'industrie en France du 16<sup>e</sup> à nos jours*, Paris 1994.
- 5 A. D. Isère, Δ 8° 2538, *Procès-verbal de la Séance d'inauguration de l'Institut Électrotechnique*, Grenoble 1901.
- 6 Bibl. Mun. Grenoble, V 8894, *Société pour le développement de l'enseignement technique près l'Université de Grenoble*.
- 7 A. D. Isère (voir note 5).
- 8 Éloge de S. Chabert, *Rapport annuel du Comité de patronale des Étudiants étrangers. Année scolaire 1923–1924*, Grenoble 1925.
- 9 R. Blanchard, *Je découvre l'université. Douai, Lille, Grenoble*, Paris 1962, pp. 101–102.
- 10 Favier (voir note 2), pp. 104–106.
- 11 Devenu aujourd'hui ITTEM, Innovation et Transition Territoriale en Montagne.



Fig. 5. Photo de Wilfrid Killian, fondateur de la géologie alpine, dans son laboratoire (vers 1920). Source: Musée dauphinois, A2002\_6\_153.